BÉTAIL d'Afrique

Mensuel

N°019

Pour l'élevage, la pêche et les chaînes de valeur

Du 15 Novembre au 14 Décembre 2022

PRIX: 1000 F CFA

Éditorial

Par Charles Lambert TRA-BI

PONADEPA et filière porcine

Après la validation de la Politique nationale de développement de l'élevage, de la pêche et de l'aquaculture (PONADEPA) et le lancement de la recherche des financements pour sa réalisation, cap est mis désormais sur la phase des actions-terrain.

Suite à la page 2

CÔTE D'IVOIRE / ÉLEVAGE DE PORCS

Germain NAWOYA, leader du secteur, se dévoile...

Photos: Lucie NANDY

AFRIQUE DE L'OUEST

Les comités nationaux de transhumance se sont concertés

SOMMET DE L'ÉLEVAGE D'ABIDJAN

"Un rendez-vous à ne pas manquer,"

selon Colette Tano (Commissaire Générale)

Éditorial ...Suite

Par Charles Lambert TRA-BI

La réussite de cette politique ambitieuse, dont l'ultime but est de permettre à la Côte d'Ivoire d'atteindre l'autosuffisance en viande et en poisson, ainsi qu'en produits laitiers et autres fruits aquacoles, passe inéluctablement par la promotion de chaque secteur d'activité dont la gouvernance incombe à Sidi Tiémoko Touré. Le ministre ivoirien des Ressources Animales et Halieutiques l'aura bien compris, lui qui a multiplié, ces derniers mois, des visites de fermes et de bien d'autres sites d'élevage.

Pour ce qui est du porc, dont la viande, selon des statistiques récentes, est la plus consommée au monde, il y a bien un coup à jouer ; il y a matière à réflexion afin de positionner la filière porcine dans cette stratégie multisectorielle efficace qui entend tirer de chaque secteur de l'élevage, bien entendu dans le strict respect des principes moraux et confessionnels, la quintessence qui, ajoutée à celle des autres, portera le pays vers le haut, pour la réussite de ses ambitions d'autosuffisance en protéines animales et halieutiques.

Pour ce faire, le ministre Sidi Touré et ses équipes ont fait le choix de la valorisation comme vecteur d'intéressement et d'émulation, surtout au sein des populations jeunes qui sont une cible privilégiée en matière d'employabilité. La filière porcine, relevons-le, est source de revenus colossaux à même de mettre à l'abri celle ou celui qui s'y intéresse. Naturellement, en s'y investissant, le jeune aspirant est en droit d'avoir des modèles qui l'inspirent, afin de l'aider à aller plus loin.

C'est bien le sens de la visite que Sidi Touré a effectuée, le vendredi 14 octobre 2022, à Bingerville, dans la ferme porcine Nawoya du nom du promoteur. Germain Nawoya est, en effet, à la tête d'une structure imposante qui compte plusieurs sites d'exploitation et un cheptel de plus de huit mille (8000) têtes de porcs dont sept mille (700) truies.

Il est clair que, pour le Ministère des Ressources animales et halieutiques (MIRAH), M. Nawoya compte parmi les champions nationaux sur qui le gouvernement ivoirien peut s'appuyer pour développer l'élevage, en général, et la filière porcine, en particulier. Et comme il l'a fait ailleurs, Sidi Touré ne s'est pas fait représenter sur les fermes de Germain Nawoya. Le ministre ivoirien l'a visitée en personne, accompagné de collaborateurs stratégiques comme sa cheffe de Cabinet Roux Ziola, le Directeur de la Société ivoirienne d'abattage et de charcuterie (SIVAC), Dr Kaba Ibrahima et la Directrice de la production animale, Ouattara Nah. Le message est limpide : la PONADEPA ne va pas se déployer en laissant à la touche des filières et en privilégiant d'autres. Et dans ce tout homogène, cette politique de développement entend porter haut la filière porcine qui regorge d'énormes potentialités qui croitront, à coup sûr, avec une solide base organisationnelle ■

AFRIQUE DE L'OUEST

Les comités nationaux de transhumance se sont concertés

La Côte d'Ivoire a abrité, du 2 au 4 novembre 2022, une rencontre régionale des comités nationaux de transhumance des pays côtiers et sahéliens. Cet atelier, qui s'est tenu à NSA Hôtel situé dans la cité balnéaire de Grand-Bassam, était une initiative de la Direction de la Nutrition animale et de la Gestion de l'Espace Pastorale (DNAGED) du Ministère ivoirien des Ressources Animales et Halieutiques (MIRAH), en collaboration avec le Réseau Maroobè (RBM) et le Projet d'appui au pastoralisme au Sahel du Comité permanent inter-Etats de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (PRAPS/CILSS).

L'objectif global de cette rencontre est d'impulser un processus participatif d'échanges et de concertations directs entre les Comités nationaux de transhumance (CONAT) des pays de départ de la transhumance et ceux des pays côtiers d'accueil (dont la Côte d'Ivoire) pour une meilleure planification de la campagne de transhumance 2022-2023. Ce qui permet de relever efficacement le défi lié au blocage des transhumances dans les espaces transfrontaliers. In fine, cette rencontre vise à éviter les conflits agriculteurs éleveurs. Durant les trois jours qu'ont duré les travaux, les participants ont examiné la problématique de la mobilité du bétail et fait le bilan de la campagne de transhumance 2022-2023. Ils ont aussi dégagé les perspectives pour la prochaine campagne, dressé l'état des lieux précis afin d'actualiser le processus d'opérationnalisation des CNT. Leurs échanges leur ont permis de partager les informations et les connaissances portant sur les bonnes pratiques promues à l'échelle nationale, transfrontalière et locale. Le Ministre ivoirien des Ressources animales et halieutiques Sidi Tiémoko Touré a salué la tenue de cette activité dans son pays, estimant que c'est une marque de reconnaissance de la sous-région pour les efforts de la Côte d'Ivoire dans le domaine de la transhumance transfrontalière du bétail. Pour lui, le pastoralisme constitue un facteur d'intégration régionale mais est confronté à d'énormes défis qui l'ont impacté. « *Outre son importance dans l'économie nationale et sa contribution à la satisfaction des besoins alimentaires des ménages, le pastoralisme constitue un important facteur d'intégration régionale. Cependant ce mode d'élevage est confronté à des défis multiples et multiformes qui l'ont profondément impacté. Ces défis ont entrainé, ces dernières années, des changements dans la régulation de la mobilité du cheptel au plan coutumier, administratif et sécuritaire* », a fait remarquer le ministre ivoirien lors de la cérémonie d'ouverture. Rappelons que le Comité national de transhumance de la Côte d'Ivoire est très récent, ayant été créé le 1er juin 2022. Il s'est inspiré du modèle des pays de la CEDEAO disposant du même organe déjà fonctionnel. Le pays a adopté, en juin 2016, la loi relative à la transhumance et aux déplacements du bétail. L'un des décrets de cette loi adoptée en 2021 prévoit la création d'un comité national de transhumance et des comités régionaux de transhumance ■

Mireille YAPO

TRAÇABILITE DU BETAIL EN AFRIQUE

Une Startup basée aux USA offre ses services

La startup E-Livestock Global (ELC), basée à Washington aux Etats-Unis, a conclu un partenariat avec l'entreprise mondiale de technologie blockchain, nChain, pour la mise en place d'une plate-forme de traçabilité du bétail en Afrique dans le but de garantir que le bétail est en meilleure santé et que les agriculteurs peuvent sécuriser leurs moyens de subsistance. Chaque animal devrait être doté d'un « passeport » numérique unique intégrant de manière confidentielle des données sur la propriété, les vaccinations et les mouvements. Les informations sont scannées et collectées via une étiquette RFID sur l'oreille du bétail et des liens vers une application basée sur le téléphone. L'ensemble des informations sera notifié dans un grand livre public, offrant une transparence à toutes les parties prenantes du processus, des banques aux acheteurs de bœuf, tout en permettant aux agriculteurs de recevoir automatiquement le paiement, précise le communiqué de nChian ■

Source : Commodafrica

FORUM INTERNATIONAL DU LEADERSHIP ET DE LA PROSPECTIVE

Recommandations sur l'environnement et le climat

Le Centre d'Études Prospectives « CEP » est un Think tank qui a pour objectif la promotion des politiques de développement. Ses domaines d'intervention sont divers et couvrent l'ensemble des politiques économiques et sociales, notamment la transformation structurelle et l'industrialisation, les relations internationales, la paix et la cohésion sociale, la bonne gouvernance, l'accès aux services sociaux de base et à l'emploi décent, surtout pour les jeunes et les femmes. Les principales activités du CEP sont reparties suivant quatre (04) axes que sont les Conférences Internationales ou les Universités d'été ; les ateliers de réflexions sectoriels ; les panels d'experts et la production de rapports.

La présente déclaration rend compte des recommandations formulées par les experts de haut niveau ayant pris part aux panels au Forum International du CEP dénommé « International Leadership and Foresight Forum - ILFF », qui s'est tenu le 03 Octobre 2022 à Abidjan à l'Hôtel Ivoire. Ce Forum avait pour thème principal : « L'Afrique face aux mutations géostratégiques actuelles ». Plus de 500 personnes venues principalement des pays d'Afrique et d'Europe étaient présentes lors de cette importante activité. L'ILFF a été un cadre qui a permis aux décideurs politiques (Chef d'État, Présidents d'institutions nationales, Ministres, etc.) ; aux responsables de structures internationales ; aux dirigeants d'entreprises privées ; aux responsables des organisations non gouvernementales et à la jeunesse de s'exprimer sur les thématiques relatives aux mutations géocentriques actuelles qui minent le monde et l'Afrique en particulier. En clair, les différentes réflexions ont spécifiquement porté sur les positionnements géostratégiques que les États africains pourraient avoir au niveau sécuritaire, économique, environnemental avec en point de mire la réalisation des Objectifs du Développement Durable des Nations Unies et de l'Agenda 2063 de la Commission de l'Union Africaine.

Plaçant les décideurs politiques au centre de la problématique des questions géostratégiques, le CEP se place en précurseur des analyses géopolitiques et géostratégiques africaines. l'IILFF a été organisé sous l'égide du Vice-Président de la République de Côte d'Ivoire, Son Excellence Monsieur Tiémoko Méylet KONE, représenté à la cérémonie par Mme Kandia CAMARA, Ministre d'État, Ministre des Affaires Étrangères, de l'Intégration Africaine et de la Diaspora qui a ouvert les travaux du forum après les allocutions du représentant du Maire de la commune de Cocody, Monsieur Jean-Marc YACE, suivi de l'allocution de Monsieur le Ministre Sidi TOURE, Président et Fondateur du CEP et enfin celui du Président de l'Assemblée Nationale de Côte d'Ivoire Monsieur Adama BICTOGO.

Recommandations panel 3 : Les enjeux de la transition vers la nécessaire résilience environnementale et climatique

Favoriser la résilience climatique et une transition énergétique juste en Afrique illustre la menace croissante que représente le changement climatique pour les populations et les moyens de subsistance en Afrique. En effet, le continent perd entre 5 % et 15 % de son produit intérieur brut à cause du changement climatique qui affecte les capacités de production des économies fortement agricoles.

Relativement à la transition énergétique, les panelistes sur ce thème ont recommandé que le continent africain doit de plus en plus privilégier les énergies fossiles moins onéreux aux énergies renouvelables très onéreux en coûts d'installation et liées aux variabilités climatiques surtout que les technologies associées sont difficilement transférables aux états africains par les pays qui les détiennent. Par ailleurs, l'Afrique dispose d'un sous-sol riche en gaz naturel, par exemple, capable de lui fournir de l'énergie sur une longue période. A cet effet, les Etat africains doivent être flexibles dans les politiques environnementales en évitant de s'aligner au premier rang de l'application des stratégies de transition énergétique, au regard de leur faible niveau d'émission de dioxyde de carbone (CO_2) qui est de 3% de l'émission mondiale.

En considérant la sévérité des prévisions climatiques dans les prochaines années, les Etats africains doivent développer, valoriser et renforcer les stratégies d'adaptation au changement climatique. De par la réalisation de plusieurs projets agricoles, les partenaires au développement doivent soutenir les agriculteurs de petites et moyennes tailles en intrants agricoles et autres. Pour lutter contre la perte des couverts forestiers, les panelistes ont suggéré aux Etats africains d'investir davantage dans les technologies de télédétection. En effet, l'utilisation de l'imagerie satellitaire permet de mettre en place un système de suivi et de gestion intégrée des terres et des ressources forestières pour un développement durable des économies africaines.
En attendant les financements verts promis par les bailleurs de fonds internationaux, les Etats africains doivent renforcer davantage les politiques nationales de reboisement ou l'adoption des systèmes agricoles tels que l'agroforesterie. En clair, l'agroforesterie est une pratique agricole conciliant favorisant le développement durable de l'agriculture et la sauvegarde des services écosystémiques à travers la préservation de la biodiversité. En plus des ressources forestières existantes, les programmes et projets de reboisement, agroforesterie, etc pourront favoriser la capacité de mobilisation des ressources financières des États africains sur le marché du carbone et des institutions de la finance climatique. Ces ressources financières pourront servir de ressources additionnelles pour la réalisation des vastes programmes de développement structurants qui contribueront au verdissement de l'Afrique et à son engagement pour la résilience climatique mondiale.

Pour finir, ce forum a été l'occasion d'échanges francs et constructifs entre tous les experts présents, à savoir, les panelistes, contributeurs et autres passionnés de la géopolitique et de la géostratégie africaine. L'ILFF a permis de positionner le Centre d'Études Prospectives (CEP) comme un acteur essentiel dans la recherche, le développement de solutions et d'actions pour l'Afrique. L'ensemble des recommandations de ce forum, qui constituent la déclaration d'Abidjan, sera édité sous forme d'ouvrage à l'attention des décideurs, des chercheurs et autres spécialistes des questions géopolitiques et géostratégiques en Afrique et dans le monde ■

Abidjan, le 3 octobre 2022
Le Centre d'Études Prospectives (CEP)

RESSOURCES ANIMALES ET HALIEUTIQUES

Le nouveau ministre burkinabé installé dans ses fonctions

Le Secrétaire général du gouvernement et du Conseil des ministres du Burkina Faso, Jacques Sosthène Dingara, a procédé à l'installation de Dr Dénis Ouedraogo dans ses fonctions de ministre de l'Agriculture, des Ressources Animales et Halieutiques, jeudi 27 octobre 2022 à Ouagadougou. Le Chef du Département de l'Agriculture, des Ressources Animales et Halieutiques, Dr Dénis Ouedraogo, a traduit sa reconnaissance aux autorités de la Transition pour la confiance dont il fait l'objet à travers sa nomination à la tête du Département.
Il a assuré prendre la pleine mesure de l'ampleur de sa mission et de la gravité de la situation. Il a rappelé le contexte dans le lequel cette nomination intervient et les défis auxquels le secteur agro-sylvo-pastoral et halieutique est confronté, du fait notamment des défis sécuritaires et humanitaires actuels. Pour lui, les maitres-mots devant prévaloir dans les actions quotidiennes sont les valeurs de patriotisme, d'intégrité, de loyauté et de sacrifice.

Le ministre burkinabé de l'Agriculture, des Ressources Animales et Halieutiques a souligné la nécessité d'entreprendre des actions urgentes et cohérentes afin d'accroitre significativement les productions agricoles, en commençant par l'imminente campagne agropastorale de saison sèche.
Dr Ouedraogo a également appelé à la transformation des produits agricoles et du bétail à l'effet de créer davantage de valeur ajoutée et stimuler ainsi le développement au Burkina Faso, conformément aux orientations du chef de l'État.
Il a invité ses collaborateurs à mettre toutes les compétences et les intelligences en cohérence au service de tous les acteurs du secteur agro-sylvo-pastoral afin d'atteindre la sécurité alimentaire et nutritionnelle. «*Notre responsabilité est grande, et je nous engage tous, vous et moi, à œuvrer pour que nous puissions poser des bases solides pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle*», a-t-il indiqué.
Pour sa part, le Secrétaire Général du Gouvernement et du Conseil des ministres, Jacques Sosthène Dingara, a relevé le caractère hautement stratégique du secteur agropastoral. Puis, il a invité tous les acteurs à une synergie d'actions pour l'efficacité des interventions ■

André SELFOUR
avec SERCOM

FILIERE PORCINE

Germain Nawoya, le N°1 ivoirien dans l'élevage de porcs, se dévoile...

M. Nawoya Germain est porciculteur, président de l'Union Nationale des Sociétés Coopératives de Porcs de Côte d'Ivoire (UNASCPORCI) et vice-président de l'intersyndical de ladite filière. Propriétaire d'importantes fermes porcines sises à Bingerville, Grand-Bassam et Azaguié, le premier gros producteur de porcs en Côte d'Ivoire a bien voulu se confier à BETAIL D'AFRIQUE. Entretien.

M. Nawoya Germain, depuis quand êtes-vous propriétaire de fermes porcines et qu'est-ce qui vous a motivé à vous lancer dans cette activité ?

Nawoya Germain : C'est d'abord mon père qui exerçait dans l'élevage de porcs. Et moi j'ai vu, en cette activité, un tremplin pour gagner de l'argent et aller à l'extérieur de la Côte d'Ivoire. J'ai débuté avec 200 000 à 300 000 F CFa. Quand j'ai commencé à faire l'élevage de porcs, mon objectif était d'avoir de l'argent pour aller aux Etats-Unis. Mais lorsque j'ai fait mes premières ventes, j'ai vu que cette activité pouvait nourrir son homme et qu'il n'était pas forcément nécessaire pour moi d'aller sous d'autres cieux pour connaître le bonheur. Voilà la raison pour laquelle j'ai fini par m'installer définitivement dans cette affaire. En réalité, j'exerce l'activité depuis 1996. Après la peste porcine survenue en 1996, l'Etat a instauré de nouveaux critères d'installation. Donc il ne fallait pas être proche des habitations, et c'est ce qui a motivé ma venue sur le site de Bingerville où je suis depuis le 28 octobre 1998.

Nous avons appris que vous avez d'autres sites d'exploitation avec un cheptel de plus de 7000 têtes de porcs dont 600 truies. Quel est aujourd'hui l'état des lieux de vos sites d'exploitation ?

N.G : Oui effectivement, outre Bingerville, j'ai deux autres fermes à Grand-Bassam et à Azaguié. Actuellement nous sommes à 8000 têtes dont 700 truies. Nous avons du boulot et nous nous organisons en conséquence.

Justement, comment arrivez-vous à gérer une telle surface d'activité ?

N.G. : Il y a une organisation qui a été mise en place avec des responsables de sites. Nous sommes une entreprise qui a des objectifs à atteindre. Nous avons instauré des primes parce que la gestion des fermes éclatées ce n'est pas toujours évident. Si vous n'avez pas des gens sérieux, c'est compliqué à gérer. Le nombre de personnes qui travaillent sur les sites tourne au tour de 70.

Vous avez également une ferme agricole et un centre de production de porcs charcutiers. En quoi consiste cet autre volet de vos activités ?

N. G. La charcuterie, en réalité, je ne la mets pas trop en avant parce que je travaille avec des charcuteries où j'ai des contrats. La charcuterie absorbe juste 10% de notre production de porcs. On a eu des expériences amères avec les charcutiers. Moi j'étais dans la logique de produire le porc et mettre à leur disposition. Mais ces gens n'ont pas été gentils avec moi. En 2004 par exemple, le kilogramme du porc était à 1150F CFA. Les charcutiers se sont levés un matin et, sans raison valable, ils disent qu'ils vont prendre le porc à 800F Cfa le kilogramme. Une baisse de 1150 à 800 F Cfa, ça été un coup dur pour nous producteurs. On était dans la situation où les charcuteries avec qui je traitais avaient du mal à me payer. Quand je faisais la livraison de la viande de porc, elles me donnaient un engagement écrit sur du papier pour dire qu'elles me devaient de l'argent. Moi je donnais leur engagement écrit à la banque et celle-ci me donnait les fonds pour travailler. Dans ce cas d'espèce, il revenait à la charcuterie, qui fournissait un engagement écrit sur du papier, parce que n'étant pas en mesure de me payer sur place, de faire face aux frais de banque. Moi je ne le savais pas. Et donc c'est moi qui ai payé les frais sur 10 ans. J'y ai laissé plus de 100 millions de francs CFA.

A un moment donné, tous les éleveurs de porcs avaient focalisé leurs productions sur les charcutiers et donc, par moments, on avait l'impression qu'il y avait une surproduction. Quand nous avons commencé à démocratiser et à créer nos propres points de vente, à commercialiser le porc partout en Côte d'Ivoire, chaque éleveur, dès son installation, savait déjà là où il allait vendre son porc. Et cela nous a permis d'être plus à l'aise. Aujourd'hui, on se dit qu'il faut que nous puissions absorber nos propres productions et que nous puissions avoir nos propres canaux de distribution. On ne veut plus attendre que quelqu'un vienne nous prendre nos porcs et qu'on dépende de ses humeurs.

C'est pour cela que j'ai installé une petite unité de charcuterie. Nous faisons du jambon, des saucisses, des saucissons, du pâté de campagne que nous vendons dans les grandes surfaces. Il y a des situations où on vend mieux sur ferme que les grandes surfaces.

Au mois d'octobre 2022, vous avez reçu, sur vos sites, la visite du ministre des Ressources Animales et Halieutiques, Sidi Touré, puis après, celle du Directeur de l'abattoir. De quoi a-t-il été question lors de ces visites?

N.G. : Le Ministre Sidi Touré voulait visiter une ferme d'élevage de porcs depuis qu'il a pris fonction. En fait, il n'était jamais allé sur une ferme de porcs, donc il a voulu voir à quoi cela ressemble et quels sont les problèmes qu'on y rencontre. On a dû faire part au ministre que les éleveurs de porcs ont une interprofession qui existe déjà et qu'ils ont déposé, auprès des autorités compétentes, tout ce qu'il fallait comme document pour officialiser leur interprofession. Mais, jusque-là, notre interprofession n'a pas la reconnaissance de l'Etat de Côte d'Ivoire. En tout cas moi, j'ai profité de la visite du ministre sur mon site pour plaider notre cause, et lui demander de faire diligence pour que le gouvernement accélère les choses.

Notamment la question relative à l'instauration d'une taxe compensatoire sur les importations de porcs. J'ai dit au ministre Sidi Touré que nous, éleveurs, avons besoin d'un fonds de garantie qui va nous permettre de bénéficier de certains prêts au niveau des banques, car nous ne rentrons pas dans le moule des banques conventionnelles. Nous sommes livrés à nous-mêmes. Tout ce que moi je fais est sur fonds propres.

Suite page 5

Suite de la page 4

Pour ce qui est de la visite du Directeur de la SIVAC (Société Ivoirienne d'Abattage et de Charcuterie), l'objet c'était surtout de s'imprégner de nos réalités. Parce que quand tu dis que tu défends les intérêts de quelqu'un et que tu viens pour faire changer les choses, il faut pouvoir prendre le pouls du terrain. Donc il voulait voir quels sont les problèmes que nous rencontrons sur le terrain pour pouvoir mieux nous défendre auprès de l'administration.

Que peut être l'apport de la filière porcine dans la perspective de l'autosuffisance en protéines animales ?

N.G. : Nous, éleveurs de porcs, essayons de faire ce que nous pouvons à notre humble niveau. On n'a pas encore atteint le niveau de la filière avicole. Nous ne couvrons que 20% des besoins nationaux en protéines animales, mais on y contribue tout de même. Il y a beaucoup de personnes qui s'intéressent à l'élevage de porcs. On s'est dit qu'à la longue, il faut que l'Etat de Côte d'Ivoire pense à des espaces dédiés.

Il y a, à vous entendre, des difficultés rencontrées par les producteurs de porcs sur le terrain. Quelles sont-elles ?

N. G : Oui bien sûr que nous avons des difficultés liées à plusieurs éléments. Il y a le problème de la disponibilité des intrants. Cette année, on a le maïs à 130F Cfa le kilogramme. Parce que les gens sont contents, ils font de la spéculation et ont fait de la rétention de maïs dans le nord du pays pour attendre que le maïs atteigne 300F CFA le kilogramme. Nous utilisons 100 tonnes de maïs par mois ici. Avec 13 millions de Francs Cfa, j'avais mes 100 tonnes. Lorsque le kilogramme est passé de 130F à 300F, je suis passé de 13 millions à 30 millions de Francs Cfa. Donc j'ai eu un surcoût de 17 millions de francs Cfa sur un seul intrant, le maïs. Et ça, à l'avenir, il faut qu'on essaie de voir comment on peut mieux organiser les choses pour nous éviter de subir de telle situation. Vous savez, quand nous subissons, c'est le consommateur qui va en faire les frais parce qu'il faut que quelqu'un paye. Donc il y a le coût des intrants et des choses qui dépendent des importés comme les prémisses, les concentrés, le soja, sont des éléments qui viennent d'ailleurs.

Les producteurs de porcs n'ont pas aussi de banque pour les accompagner. Il y a également les questions liées aux maladies et à l'urbanisation. Après tous les investissements liés à l'installation d'une ferme, il faut tout abandonner, aller ailleurs, reconstruire un autre site. Nous avons acheté nos parcelles pour en faire des fermes. Mais dans 20 ans, avec le peuplement, la ville nous trouvera là-bas et nous serons obligés de quitter les lieux pour aller encore ailleurs. Ce sont, entre autres, des problèmes que nous connaissons et qui compliquent le travail pour nous.

« L'élevage de porcs est une activité qui demande beaucoup d'argent, mais… »

Vous êtes aussi vice-président au niveau de l'interprofession de la filière porcine. Comment se porte cette organisation ?

N.G : L'interprofession existe depuis 15 ans. J'en suis le vice-président depuis la création. Nous sommes dans l'attente de notre reconnaissance car si cela est fait, nous allons exiger des cotisations aux éleveurs de porcs. Et ce sont ces petites sources de revenus qui vont nous aider aussi à faire face à certains de nos charges. Cela fait 15 ans que je suis le plus gros payeur à l'interprofession et ce n'est pas normal. Certains éleveurs, qui font de la mauvaise foi, refusent de payer et ils disent : « *Vous nous embêtez avec votre histoire, nous on gagne quoi là-dedans ?* » En quinze ans, j'ai donné au moins 30 millions de francs CFA en termes de cotisation pour l'intersyndical. Je suis épuisé. Donc il faut qu'il y ait une reconnaissance de l'Etat et qu'à partir de l'abattoir on puisse instaurer un prélèvement qui va nous permettre au moins de tourner et d'envisager autre chose.

Je vais revenir sur la taxe compensatoire qui est une taxe qu'on applique sur tout produit importé. Comme nous-mêmes, produisons du porc, celui qui va à l'extérieur se ravitailler se voit imposer une taxe sur sa marchandise. Ils ont instauré cela au niveau de la volaille. Parce qu'à un moment donné, le poulet importé coûtait moins cher que celui qui est produit localement. Pour encourager la consommation de la production locale, il a été instauré une taxe compensatoire pour ceux qui s'entêtent comme les grandes surfaces. Le collège des producteurs, celui des transformateurs et le collège des vendeuses, les femmes de Gabrielle Gare ont été sensibilisés sur la question. Nous faisons des formations. Nous étions à Yamoussoukro pour une formation sur la biosécurité dans nos élevages et puis une autre fois c'était sur la gestion des coopératives.

M. Nawoya, quels conseils donneriez-vous à celles et ceux qui aimeraient se lancer dans l'élevage de porcs ?

N.G. : L'élevage de porcs est une activité qui demande beaucoup d'argent mais en même temps, on peut commencer avec peu de moyens ; c'est-à-dire prendre deux ou trois porcelets avec un mâles, les nourrir et après c'est l'activité qui a débuté ainsi. Sauf que cela va prendre du temps deux ans et pendant cette période il faut débourser de l'argent. Alors que s'il y a les moyens, avec 10 femelles prêtes à monter avec le mâle, au bout de 4 mois les porcelets sont là. Et au bout de 12 mois d'activité la vente débute. Pour quelqu'un qui veut démarrer avec 10 femelles, un mâle, plus les bâtiments, il devra investir entre 15 et 20 millions de francs CFA. Une autre chose c'est la disponibilité. On dit que dans l'investissement, le premier capital c'est la disponibilité de celui qui met son argent. Il faut être présent sur les lieux tous les deux ou trois jours pour suivre les activités. C'est en étant sérieux dans ce qu'on fait, en s'y engageant pleinement qu'on finit par récolter de bons fruits. J'encourage les uns et les autres à faire l'élevage de porcs. En tout cas, je ne regrette pas du tout de m'être lancé dans cette activité ■

Entretien réalisé par
Mireille YAPO
Photos : Lucie NANDY

BÉTAIL d'Afrique
LES INFOS DU SECTEUR DISPONIBLES EN TEMPS RÉÉL SUR VOTRE SITE WEB,
www.betaildafrique.info

FERMES PORCINES NAWOYA

Véritables machines à produire du porc

8000 têtes de porcs et 70 employés, répartis entre les localités de Bingerville, de Grand-Bassam et d'Azaguié. Les fermes de Germain Nawoya sont de véritables machines de production de porcs. Piétrain, Larges white, Land race, Duroc, Hampshire sont les espèces qu'on trouve dans ses fermes. Ce n'est donc pas un hasard si le ministre des Ressources Animales et Halieutiques, Sidi Tiémoko Touré, est allé en personne, le 14 octobre 2022, visiter les fermes porcines de M. Nawoya.

Le 24 octobre 2022, une équipe de BETAIL D'AFRIQUE fait une visite guidée des fermes Nawoya. Le constat est le même sur les trois sites. L'espace adapté aux besoins spécifiques des porcs est aménagé en fonction de leur stade de développement : maternité, loge de démarrage, l'engraissement et la finition.

Dans un box, des truies sont prêtes à être montées par des mâles reproducteurs. «*Quand il fait moins chaud, on fait passer la femelle chez le mâle. L'accouplement se fait le soir, il monte, pendant deux à trois jours. On observe la femelle. 21 jours après, s'il n'y a pas de retour de chaleur c'est que c'est bon. 42 jours après, c'est bouclé*», explique M. Nawoya, lors de la visite guidée sur ses sites. « *Nous procédons par bande. Chaque semaines on s'arrange à faire monter une douzaine de truies. Au bout de 21 jours, il y a des retours de chaleur et il faut renouveler l'accouplement. Ce n'est pas toutes les fois que les douze truies qui ont été montées se retrouvent à mettre bas* », poursuit-il.

Germain Nawoya fait savoir qu'il sèvre trois cents porcelets par mois, cela fait 3600 porcelets par an. Trois mois, trois semaines et trois jours, soit 114 jours, c'est la durée de gestation de la truie. A la fin de cette période, elle met bas une portée de 10 porcins. Un autre box est aménagé pour recevoir la parturiente avec ses petits. Pendant un mois, elle reste avec ses porcelets et les allaite. Elle est placée dans une case individuelle pour la sécurité des porcelets.

Notre guide, patron des lieux, indique qu'une truie, pour ses bonnes performances, est maintenue sur la ferme pendant sept ans. Donc, elle fera 140 mises-bas durant cette période, à raison de deux mises-bas par an et de 10 porcelets par portée. Il affirme que les petits restent sous mère au bout de 30 jours. Après le sevrage, ils sont acheminés dans un autre box où ils sont regroupés par gabarit, parce qu'en fonction de la forme, il y a un type d'aliment qui leur est donné. Il passe d'une alimentation lactée à une alimentation solide composée de maïs, soja et de concentrés. « *Les intrants de départ que sont la farine basse, le tourteau de palmiste, le son de blé, le maïs mis ensemble ne couvrent pas tous les besoins de la bête. Les concentrés viennent combler ce déficit. Les concentrés viennent de l'extérieur, et sont revendus par des fournisseurs locaux. Nos usines ne sont pas outillées pour la fabrication des concentrés* », fait remarquer Germain Nawoya.

Le fermier poursuit pour dire qu'une semaine après la période de sevrage, la chaleur redémarre au niveau de la truie et elle est prête à être montée. Et qu'après l'engraissement, le porc est pesé 100 kg sur pied et 75 kg après l'abattage, car comme l'explique M. Nawoya, le porc perd 25% de son poids à l'abattage. Pour améliorer la génétique de sa production, il a recours à l'insémination artificielle. Pour se faire, il se procure des semences à l'extérieur en fonction des caractéristiques et espèces des animaux sélectionnés.

«*Les semences viennent de plusieurs pays. Quand j'étais allé aux Etats-Unis en 2004, j'ai fait venir de la semence. Il y en a d'autres qui viennent du Brésil»,* ajoute-t-il. M. Nawoya informe qu'avec l'insémination, on est sûr de ne pas être confronté à un moment donné à des problèmes de co-sanguinité, parce qu' à force d'utiliser les mêmes animaux sur le même site, on se retrouve avec des cas de co-sangunité. «*Quand on prend aussi les semences, on regarde la performance des semences des animaux qu'on nous propose*», explique-t-il ■

Mireille YAPO

L'élevage de porcs, une affaire de famille chez les Nawoya

« *Je n'ai pas vu le million quand je commençais l'élevage du porc…*». Cette phrase résume à elle seule tout le parcours de Germain Nawoya, qui relate avec nostalgie ses débuts dans l'activité d'élevage de porcs. Une activité qu'il a débutée avec l'aide de son père, qui était lui aussi éleveur de porcs.

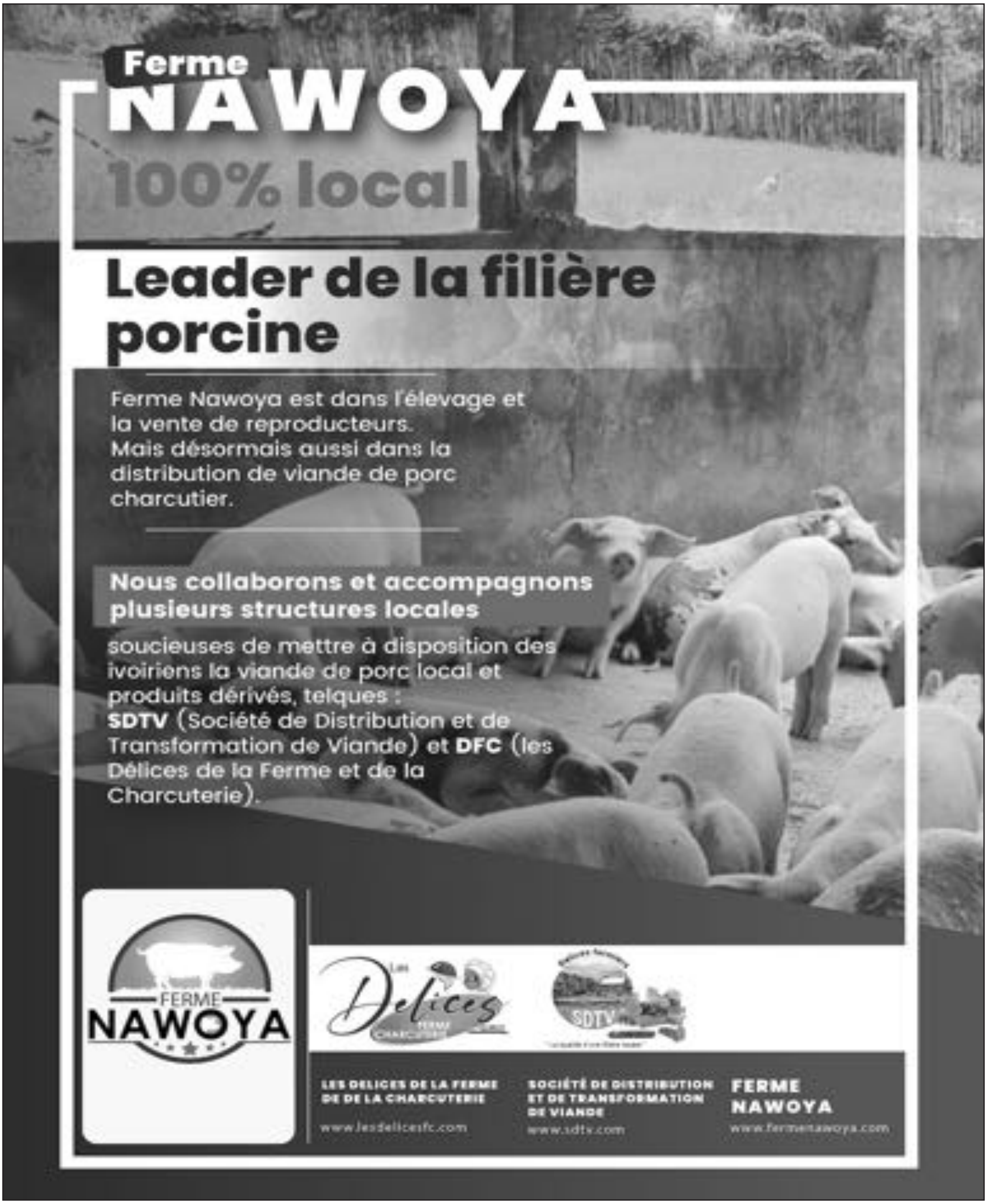
Mais Germain Nawoya confie avoir été inspiré par feue Aka Tiémélé (décédé il y a de cela quelques mois), l'un des premiers gros producteurs de porcs en Côte d'Ivoire. « *Le doyen Aka Tiémélé vendait 30 porcs par semaine et cela m'a marqué et encouragé à faire cette activité* », rappelle-t-il.

Aujourd'hui, M. Nawoya est fier du résultat obtenu après un travail acharné. Une satisfaction personnelle mais aussi collective. En effet, la famille Nawoya revendique aujourd'hui, à elle seule, 16 000 têtes de porcs soit 40% de la production nationale en Côte d'Ivoire. A ce jour, Germain Nawoya est le premier gros fournisseur de porcs en Côte d'Ivoire, devant ses frères qui occupent les 2e et 3e places. «*Les frères Nawoya constituent une force dans la filière. Tout ne se règle pas de façon politique. Il faut travailler et à un moment donné tu t'imposes aux gens. Aujourd'hui, dans la filière porcine, rien ne peut se faire sans notre avis. Mes frères et moi sommes autour de 40% de la production nationale*», révèle-t-il.

Le chemin du succès n'a pas été un long fleuve tranquille pour le patron des Fermes Nawoya. Tout au long de ce chemin parsemé d'obstacles, d'embûches et d'épreuves, M. Nawoya a acquis de l'expérience qui lui a permis de bâtir son empire. Dès le début de son activité, il est contraint d'assister impuissant à la disparition de ses bêtes, impactées par l'épidémie de fièvre porcine africaine (PPA) qui a frappé la Côte d'Ivoire en 1996. Alors, la mesure d'abattage systématique des porcs s'applique à son exploitation. Il perd 300 têtes. Coup dur pour lui, mais il ne s'avoue pas vaincu.

En 2018, il perd 4000 têtes suite à une autre épizootie mais renouvelle son cheptel en moins d'un an. Aujourd'hui, ce sont entre 500 et 600 de ses porcs qui sont abattus à l'abattoir de Yopougon. Ses bêtes sont très prisées pour leur volume et la qualité de leur viande ; ce qui lui a valu de glaner des prix lors des éditions des journées du porc en Côte d'Ivoire au point d'être classé hors compétition. Mais Germain Nawoya, aujourd'hui numéro 1 dans la production de porcs en Côte d'Ivoire, estime qu'il lui faut en faire davantage dans la filière porcine pour aider son pays à aller de l'avant et atteindre l'autosuffisance en protéines animales ■

M. Y.


Ferme
NAWOYA
100% local
Leader de la filière porcine
Ferme Nawoya est dans l'élevage et la vente de reproducteurs.
Mais désormais aussi dans la distribution de viande de porc charcutier.
Nous collaborons et accompagnons plusieurs structures locales
soucieuses de mettre à disposition des ivoiriens la viande de porc local et produits dérivés, telques :
SDTV (Société de Distribution et de Transformation de Viande) et DFC (les Délices de la Ferme et de la Charcuterie).
FERME NAWOYA
Les Délices
SDTV
LES DELICES DE LA FERME DE DE LA CHARCUTERIE
www.lesdelicesfc.com
SOCIÉTÉ DE DISTRIBUTION ET DE TRANSFORMATION DE VIANDE
www.sdtv.com
FERME NAWOYA
www.fermenawoya.com

SOMMET DE L'ÉLEVAGE D'ABIDJAN

«C'est un rendez-vous à ne pas manquer»,

selon Colette Tano, (Commissaire Générale)

Mme Tano Colette, ingénieure de formation, a une grande expérience dans l'organisation de sommets, de conférences et autres forums tant en Afrique qu'en Europe. C'est en sa qualité de Directrice d'exploitation de Next Sustainable Initiative (NSI), structure qui envisage d'organiser le Sommet de l'Elevage d'Abidjan (SEA), que la Commissaire Générale a bien voulu s'ouvrir à BETAIL D'AFRIQUE pour parler de cet évènement national prévu du 8 au 10 décembre 2022, dans la capitale économique ivoirienne.

Mme Colette Tano, votre structure, Next Sustainable Initiative, semble peu connue dans l'écosystème de l'élevage en Côte d'Ivoire. Depuis quand existe-t-elle et pouvez-vous nous la présenter davantage ?

Colette Tano : Nous sommes récents mais ambitieux. La structure existe légalement depuis l'année dernière. Dans les idées, on existe depuis 5 ans, en train de cogiter, en train de penser comment pouvoir nous déployer. Mais on a mis en œuvre nos activités de façon formelle depuis l'année dernière. On commence par ce gros projet du Sommet de l'Elevage d'Abidjan, parce qu'on a vraiment pour ambition de faire bouger les lignes. Et comme je l'ai dit, on part avec des professionnels qui sont chevronnés. Nous ne sommes pas une startup, nous sommes des professionnels expérimentés. Nous avons mis ensemble nos idées pour pouvoir justement faire bouger les lignes au niveau de l'écosystème de l'entrepreneuriat.

Quelles sont les raisons et les motivations de ce Sommet de l'Elevage, prévu à Abidjan, du 8 au 10 décembre 2022?

C. T. : On est parti du constat que comme la PONADEPA (Politique Nationale de Développement de l'Elevage, de la Pêche et de l'Aquaculture, Ndlr) le dit, la filière élevage est une filière à fort potentiel. Pour une filière qui ne représente que 2% de contribution au PIB dont l'essentiel de ce à quoi le consommateur a accès est importé, est une filière où il y a une large marge de manœuvre. Quand on discute avec certains techniciens au niveau du MIRAH (Ministère des Ressources Animales et Halieutiques, Ndlr), ils vous disent : « *Si la Côte d'Ivoire importe 2 milliards de poissons, c'est qu'il y a 2 milliards à développer localement. Si on dit qu'on importe 100 milliards de moutons, c'est qu'il y a 100 milliards à développer localement* ». Donc notre objectif principal, c'est vraiment d'accompagner le gouvernement qui, à travers le MIRAH, a mis en place la PONADEPA pour pouvoir booster les choses au niveau du secteur de l'élevage. Donc pour nous, en venant avec un sommet de l'élevage, c'est de pouvoir concrétiser des actions ou des vœux qui sont exprimés, en mettant ensemble les acteurs et en les engageant tous sur une feuille de route partagée qui va, chaque année, nous permettre de dire qu'on a fait un pas de plus.

Le mardi 18 octobre 2022, le Ministre Sidi Touré en charge des Ressources animales et halieutiques, a procédé au lancement officiel de ce sommet. Quelle partition joue ce département dans l'organisation de ce sommet ?

C. T. : Le Ministère des Ressources Animales et Halieutiques est notre sponsor principal, notre partenaire pour ce Sommet de l'Elevage d'Abidjan. Le Ministre Sidi Touré a percuté tout de suite lorsque nous lui avons présenté le concept, il l'a ''acheté'' tout de suite. Pour ceux qui le côtoient, ils savent qu'une fois que ce ministre est convaincu d'une chose ou d'un projet, il n'hésite pas à l'accompagner. Et c'est vraiment ce qui s'est passé. C'est-à-dire que quand il a adopté le concept, il a décidé de pousser, de nous aider et c'est comme ça que le MIRAH s'est trouvé partenaire principal de la mise en œuvre du Sommet de l'Elevage d'Abidjan.

Quelles seront les grandes articulations de cet évènement ?

C. T. : Trois grands axes sont prévus pour le Sommet de l'Elevage d'Abidjan pour lequel nous avons déjà commencé la mobilisation.

Le premier axe, qui est de loin le plus important, c'est le contenu scientifique qui nous permet de pouvoir engager l'ensemble de la filière élevage sur la voie de la transformation. Je dis souvent qu'au MIRAH, ils sont experts entre eux et se parlent entre eux, de sorte que les autres n'arrivent pas toujours à les suivre. L'idée du contenu scientifique du sommet de l'Elevage d'Abidjan, c'est, en fait, de pouvoir agréger ce qu'ils vivent et de pouvoir les présenter de façon allégée pour l'investissement ou pour tous ceux qui pourraient aider à l'évolution de la filière élevage.

Le deuxième axe est relatif au volet Exposition qui va nous permettre, à l'instar de notre égérie, la vache qu'on a présentée au lancement, de pouvoir montrer le meilleur de l'élevage en Côte d'Ivoire. Toutes les espèces, toutes les spéculations qu'il y a de pouvoir permettre d'offrir une lucarne pour exposer les animaux. Il s'agit d'exposer toutes les filières qui travaillent dans le secteur de l'élevage, que ce soit dans la santé, dans la transformation, dans l'équipement que dans l'accompagnement. A toutes ces filières-là, on offre un espace d'exposition pour pouvoir présenter le meilleur visage de l'élevage tel qu'il est aujourd'hui.

Ensuite, il y a un troisième point d'attraction qui sera le show, parce que qui parle de ressources animales et halieutiques, parle de consommation et de sécurité alimentaire. Donc, il faut pouvoir montrer aux gens qu'au finish, c'est la bonne bouffe, la bonne ambiance. Donc avoir une partie grand public où il y aura de la dégustation et du show.

Outre le MIRAH, quelles autres entités sont attendues à cette première édition de votre Sommet ?

C. T. : Depuis le lancement officiel de cet évènement, nous sommes justement en train de démarcher tous les autres partenaires. Nous nous attendons à tous les acteurs de la chaîne de valeur élevage. Quand on dit chaîne de valeur, c'est vraiment les industriels, les partenaires techniques et financiers, les structures de formation, les structures d'accompagnement, la santé animale, la transformation. C'est l'ensemble de ces acteurs que nous attendons. Nous avons des espaces à offrir en sponsoring. Nous avons des stands également dédiés à des braiseurs et à des éleveurs. Ces formules qui vont d'un ticket d'entrée simple à plus élevé. Mais dans un premier temps, pour cette première édition, on est très accessible au niveau des conditions de partenariat.

Mme la Commissaire Générale, êtes-vous au contact des grands éleveurs et qui sont-ils ?

C. T. : Comme on a bien organisé les choses, on est en contact avec le Ministère des ressources Animales et Halieutiques (MIRAH). Nous sommes en train d'organiser cet évènement avec l'appui de différentes directions du MIRAH. Dans l'échange avec eux, on leur a dit pour une première édition, on aimerait partir avec eux pour les contacts avec les éleveurs. Si vous avez remarqué, le 18 octobre 2022, lors du lancement officiel de cet événement, tous les acteurs, toutes les interprofessions étaient représentées via le MIRAH. Donc je dirai ''oui'', nous sommes en contact avec les gros éleveurs mais via le MIRAH qui aujourd'hui est le porte-voix pour pouvoir nous permettre de les rencontrer. L'idée, c'est de pouvoir ne pas réinventer la roue car il y a déjà des contacts. Si on parle d'enjeux, on part du point où ils sont avec le MIRAH et c'est à partir de cela qu'on ressort les enjeux sur lesquels on s'engage. On est tellement intégré dans une conversation de synergie qu'il était important qu'on ne puisse pas manquer d'avoir ce gros acteur du secteur de l'Elevage qu'est le MIRAH, au milieu de toutes ces conversations.

Quels objectifs visez-vous à travers cet évènement ?

C. T. : L'objectif, in fine, c'est vraiment de pouvoir contribuer à développer la filière élevage. C'est l'objectif principal qui se déclinerait à voir des investissements plus importants au niveau de la filière élevage, donc de nouveaux investisseurs, de nouvelles structures d'accompagnement qui puissent porter les enjeux du MIRAH. Le deuxième objectif, c'est une meilleure connaissance, par le grand public, de ce que représente l'élevage. Généralement, les gens ont une connaissance avec des à priori, des images, des clichés, qui ne permettent pas de voir la filière élevage comme une filière à part entière. Or, la filière élevage offre des opportunités, non seulement d'investissements et d'affaires, mais aussi des opportunités de création d'emplois, de contribution au niveau du PIB et de l'assiette fiscale.

Suite à la page 9

Suite de la page 8

Donc ce sont ces éléments que nous voulons changer, que nous visons comme objectifs au niveau du Sommet de l'Elevage d'Abidjan.

A quelques semaines de la tenue de ce sommet, à quel stade de l'organisation êtes-vous ?

C. T. : Au niveau de la mobilisation, nous sommes à la tâche. Nous multiplions les contacts au niveau des spécialistes, des éleveurs et bien d'autres acteurs du secteur. Donc c'est le point principal aujourd'hui. Pour nous, il faut pouvoir poser non seulement la mobilisation des exposants mais la mobilisation des participants, notamment des professionnels.

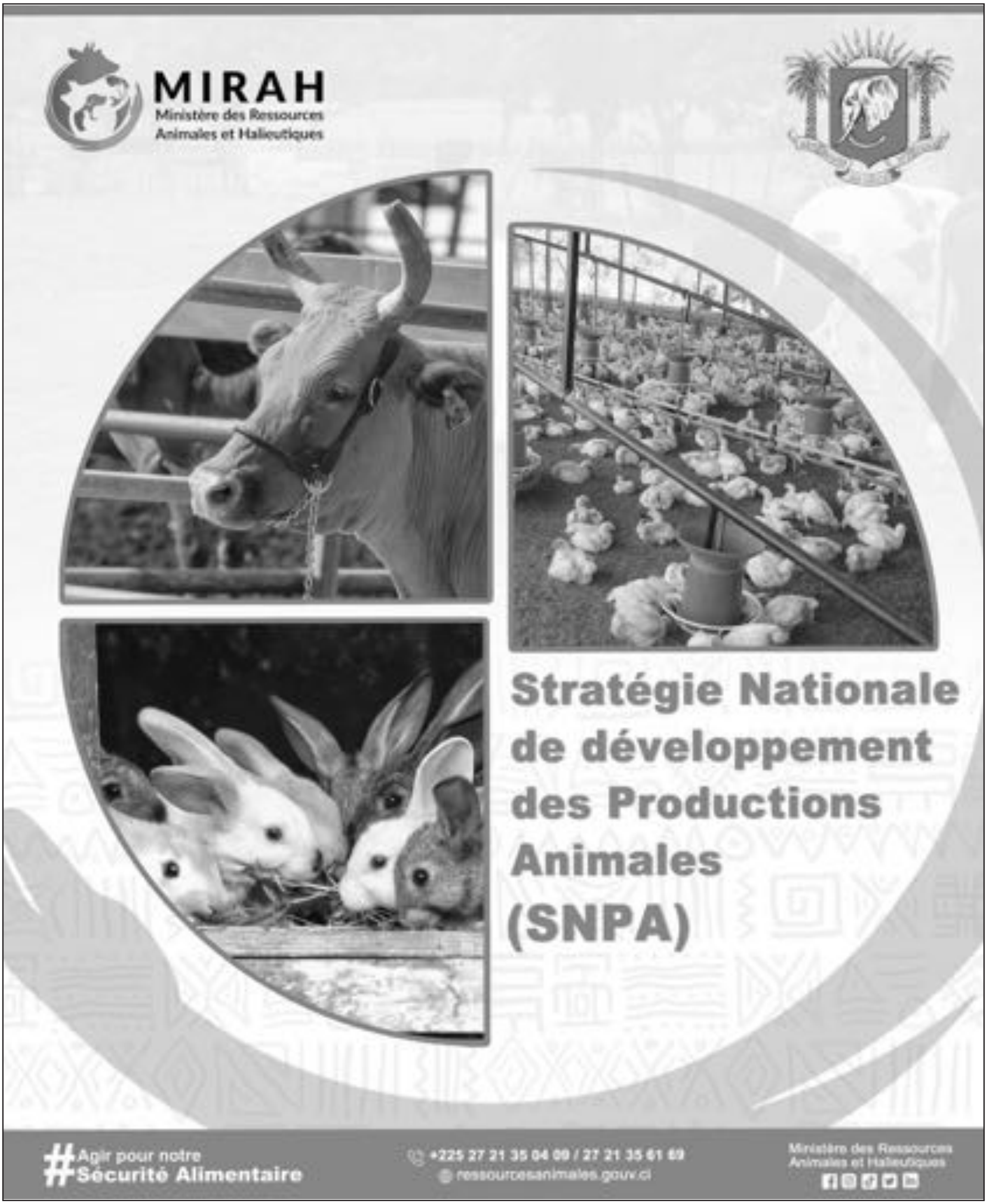
Qu'attendez-vous de cet évènement ?

C. T. : Comme principal résultat attendu, on aimerait pouvoir rassembler tous les professionnels du secteur élevage en Côte d'Ivoire. C'est vrai que ce sommet est conçu par un groupe de privés, mais c'est pour les éleveurs. On aimerait qu'ils puissent se l'approprier et qu'ils puissent prendre une part active à ce sommet. Donc avoir tous les professionnels ; en tout cas plus de 500 professionnels qui pourront participer à ce sommet.

On s'attend à ce que ces professionnels-là soient en contact avec le plus grand public possible, qu'il y ait une participation massive de la population qui puisse venir voir, non seulement ce que la filière élevage représente, mais le meilleur visage de cette filière et s'en réjouir.

Par ailleurs, nous aimerions que les médias, comme *Bétail d'Afrique*, puissent vraiment être des porte-voix, des amplificateurs de tous les messages qui seront passés au niveau du sommet. Nous aimerions que le Sommet de l'Elevage d'Abidjan soit un rendez-vous de professionnels, une rencontre qui puisse attirer le maximum de personnalités et de personnes. C'est leur évènement, nous les attendons. On ne peut pas être professionnel de l'élevage et rater ce Sommet qui aura lieu du 8 au 10 décembre 2022. C'est donc un rendez-vous à ne pas manquer sous aucun prétexte ■

Réalisée par
André SELFOUR
Photos: Lucie NANDY


MIRAH
Ministère des Ressources Animales et Halieutiques
Stratégie Nationale de développement des Productions Animales (SNPA)
#Agir pour notre #Sécurité Alimentaire
+225 27 21 35 04 09 / 27 21 35 61 69
ressourcesanimales.gouv.ci
Ministère des Ressources Animales et Halieutiques

PECHE ILLEGALE

La Côte d'Ivoire et le Libéria signent un protocole d'accord

La Côte d'Ivoire et le Liberia s'engagent à lutter contre la pêche illégale non déclarée et non réglementée (INN). Les deux pays ont paraphé un protocole d'accord en la matière, mercredi 2 novembre 2022 au 11eme étage de l'immeuble Caistab à Abidjan-Plateau.

La Ministre Emma Metieh Glasco du Libéria a salué cet engagement en souhaitant que cet accord soit la première étape dans la lutte contre la pêche INN sur le Fleuve Mano. Cet accord, selon la Ministre libérienne, va préserver les ressources halieutiques destinées aux populations de leurs pays respectifs.

Le Ministre ivoirien des Ressources Animales et Halieutiques, Sidi Tiémoko Touré, a souligné que la pêche INN provoque une perte financière estimée à 2 milliards de dollars pour les pays du Golfe de Guinée. Cette situation se ressent au niveau des emplois mais surtout des ressources halieutiques.

Un seul pays ne pouvant mener une lutte efficace contre la pêche INN, ce protocole d'accord vient matérialiser la volonté de la Côte d'Ivoire et du Libéria dans la lutte contre ce fléau ■

VISITE DE TERRAIN

Sidi Touré à la ferme d'application de la SIVAC

Sidi Tiémoko Touré a visité la ferme d'application de la SIVAC (Société Ivoirienne d'Abattage et de Charcuterie), située au sein du centre de formation des éleveurs à Bingerville. Le ministre ivoirien des Ressources Animales et Halieutiques y était vendredi 21 octobre 2022 et, pour la circonstance, était accompagné de ses collaborateurs techniques. Cette ferme, qui est une infrastructure dédiée à l'élevage porcin, entend contribuer efficacement à la couverture des besoins nationaux. On y trouve les races suivantes: Landrace, large White et les hybrides issues de croisements. Pour cette année, ce sont 187 reproducteurs améliorés sur plus de 1000 depuis sa création qui ont été diffusés dans le milieu paysan ■

MIRAH

Les Directeurs régionaux et départementaux formés

La Direction des Ressources humaines du Ministère des Ressources Animales et Halieutiques (MIRAH) a organisé, du 8 au 9 novembre 2022, un séminaire de formation en « Rédaction Administrative » à l'intention des Directeurs Régionaux et Départementaux.

M Assoumany Gouromenan, Directeur de Cabinet du MIRAH, représentant le Ministre Sidi Tiémoko Touré, avait procédé à l'ouverture dudit séminaire.

Cette formation, qui avait eu pour cadre la salle SURIMI de la Direction des Pêches, avait pour objectif de renforcer la connaissance des participants sur les techniques de la rédaction administrative.

Ce sont au total 50 Directeurs Régionaux et Départementaux qui ont pris part à ce séminaire de renforcement des capacités. ■

PATRIMOINES CULTURELS EQUINS

Le MIRAH au Salon du Cheval au Maroc

La 13e édition du Salon du cheval du Maroc était placée sous le thème : ''Le cheval facteur de développement territorial''. Elle s'est tenue du 18 au 23 octobre 2022 à El Jadida, au Maroc.

La Côte d'Ivoire y était représentée par une délégation du Ministère des Ressources Animales et Halieutiques (MIRAH), conduite par Fatoumata Sidibé, Sous-Directrice de la réglementation et la gestion de l'espace pastoral à la Direction de la nutrition animale et de la gestion de l'espace pastoral (DNAGEP) et une autre délégation de la Fédération Ivoirienne d'Equitation.

Le programme d'animation très varié était composé d'activités équestres ludiques, culturelles, artistiques et sportives. Durant sept (7) jours, plusieurs pays participants ont exposé leurs patrimoines culturels équins. C'est aussi le rendez-vous de tous les acteurs du domaine équestre (nutritionnistes, professionnels de la santé animale, généticiens et bien d'autres). En répondant à cette invitation, la Côte d'Ivoire renforce ses liens avec le Ministère de l'Agriculture du Maroc, notamment dans le domaine de la santé équine en vue de s'inspirer du modèle de ce pays pour faire face aux différentes maladies équines que connait la Côte d'Ivoire. Notons que l'Université Agronomique et Vétérinaire Hassan II du Maroc, lieu du Salon, dispose d'une spécialité en clinique équine. C'est également une opportunité de renforcement des liens entre les fédérations ivoirienne et marocaine d'équitation. La Côte d'Ivoire a participé également à la finale de la compétition du saut d'obstacles qui s'est tenue pendant cette édition ■

TECHNIQUES AQUACOLES

PREPICO 2 forme des pisciculteurs

Le Projet de Relance de la Pisciculture Continentale (PREPICO 2) a organisé, à l'intention des pisciculteurs, agents encadreurs des Directions régionales, Directions départementales (DR-DD) et des provendiers, une formation sur des techniques d'élevage de Tilapia, vendredi 28 octobre 2022, au centre Surimi à Treichville. Cette session de formation, présidée par le Directeur de l'Aquaculture, Dr Ernest Kouakou, avait pour objectif global de permettre aux différents participants d'acquérir de nouvelles connaissances et compétences en techniques aquacoles en vue d'augmenter la production dans les zones cibles du projet. Il s'agissait de façon spécifique de permettre aux différents participants de connaître de nouvelles techniques aquacoles, de maîtriser ces nouvelles techniques aquacoles ; de faciliter le suivi de leurs activités piscicoles ; et d'être capables de transmettre la formation à d'autres pisciculteurs ■

FILIÈRE AVICOLE

La Ferme Ecole P'KOS rend hommage au ministre Sidi Touré

Jeudi 27 octobre 2022, le ministre des Ressources Animales et Halieutiques, Sidi Tiémoko Touré, était à Taabo, sur le site d'une ferme avicole spécialisée dans l'élevage de poulets dit "poulets africains". La Ferme Ecole P'KOS est un projet mené par Initiative Eldorado Afrique présidée par Ange Tra-bi. Elle forme les jeunes éleveurs aux techniques de l'élevage de "poulets africains" avec des méthodes dites bio. Une salle baptisée du nom du ministre Sidi Tiémoko Touré, dédiée à la formation du réseau de petits producteurs de poulets africains bio P'KOS, prête à accueillir les apprenants, a été inaugurée. Cette inauguration a été faite lors de la visite du ministre des Ressources Animales et Halieutiques sur cette ferme école ■

BÉTAIL d'Afrique

SOCIÉTÉ EDITRICE:
MOAHE COMMUNICATION
Tel.: +225 27 22 23 87 66
Cel.: +225 05 06 91 97 36

moahecommunication@gmail.com

SIÈGE SOCIAL:
Abidjan Cocody Angré Stade

GÉRANT & DIRECTEUR DE PUBLICATION:
Charles Lambert TRA BI
(+ 225) 07 07 87 98 43
(+ 225) 01 01 04 50 00

RÉDACTEUR EN CHEF:
BOSSIEHI Sylvain Jules
(+ 225) 07 09 50 02 77

SERVICE COMMERCIAL:
(+ 225) 01 02 59 91 59

INFOGRAPHE:
Consty HENNEKA
hennekac@gmail.com

RÉCÉPISSÉ DU PROCUREUR DE LA RÉPUBLIQUE:
No 21/D du 28 octobre 2019

TIRAGE: 1500 exemplaires

IMPRESSION:
HOODA GRAPHICS

Le Sommet de l'Élevage
ABIDJAN
08 au 10 DÉC 2022
Palais de la Culture
Infoline : 05 44 04 70 70
Je m'appelle Justine D.
Je vous attends
NSI
MIRAH
Ministère des Ressources Animales et Halieutiques